

Gilets jaunes : les tirs de LBD et de grenades ont explosé en 2018

14 juin 2019



« *L'activité est en hausse* », a constaté la directrice de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) Brigitte Jullien lors d'une conférence de presse de présentation du bilan 2018 de l'institution, jeudi 13 juin.

Une hausse significative de l'utilisation des *armes de « force intermédiaire »* a été enregistrée en 2018. Concernant les lanceurs de balles de défense (LBD), 19.071 munitions ont été tirées l'année dernière, soit un triplement par rapport à 2017 (6.357 munitions). Pour les grenades à main de désencerclement, 5.420 munitions ont été tirées contre 1.367 l'année précédente. Soit presque une multiplication par quatre.

« L'année a été largement impactée par l'activité des Gilets jaunes », a précisé la directrice. Ainsi, entre le 17 novembre et le 31 décembre 2018, 8.020 munitions de LBD ont été tirées, soit plus du tiers des munitions tirées pendant l'année. « Sachant qu'il y a eu beaucoup de tirs de LBD en 2018, notamment lors du 14-Juillet et pendant la coupe du monde de football, au moment d'Halloween, lors du printemps de Bourges, d'émeutes dans le Val-de-Marne, et de diverses manifestations sociales et contre l'enfouissement des déchets », a-t-elle constaté. L'opération d'expulsion à Notre-Dame-des-Landes a été menée par la gendarmerie, et ne relève donc pas de l'IGPN.

Le mouvement des Gilets jaunes a également donné lieu à de nombreux tirs de grenades de désencerclement. Toujours sur la période du 17 novembre au 31 décembre 2018, 3.491 munitions ont été tirées, soit largement plus que la moitié des munitions utilisées au cours de l'année.

L'IGPN a également annoncé avoir ouvert à ce jour 265 enquêtes judiciaires (c'est-à-dire demandées par la justice) liées à des faits qui se sont déroulés pendant ce mouvement. 113 d'entre elles concernent des faits ayant entraîné 8 jours ou plus d'ITT (interruption totale de travail). Plus généralement, sur l'année 2018, l'institution a été saisie de 1.180 enquêtes judiciaires. Parmi elles, 612 portent sur l'usage de la force.

L'IGPN a également annoncé avoir mis en place en 2018 un fichier recensant les personnes tuées et blessées lors d'opérations de police. On apprend grâce à ce nouvel outil que 15 personnes sont décédées et 106 ont été blessées dans ces circonstances en 2018. Parmi les personnes tuées, [la marseillaise Zineb Redouane](#), touchée par un tir de grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets, le 1^{er} décembre 2018.

Brigitte Jullien a indiqué qu'elle « réfute totalement » le terme de violences policières : « Toutes les enquêtes sont en cours. On n'est pas dans une situation où les personnes ont les mêmes droits. Les policiers ont le droit à la force légitime pour eux. Les manifestant, eux, sont en infraction. » Pour autant, « on ne passera pas à côté d'une réflexion sur l'usage des armes de force intermédiaire [qui induisent des blessures graves](#). Le LBD passera en premier. Je ne sais pas à quelle échéance, c'est le ministre qui le décidera, cela devrait venir assez rapidement. »

Cette réflexion devrait venir dans le cadre d'un travail plus général sur la réforme du maintien de l'ordre.

- **Source** : Marie Astier et Émilie Massemin pour *Reporterre*.
- **Photo** : Portrait de Brigitte Jullien, par Marie Astier pour *Reporterre*.

Lire aussi : Marche des mutilés : « Le LBD40 est devenu une arme de terreur politique »

- Emplacement : Accueil > Brèves >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/BREVE-IGPN>